

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29656]

15 OCTOBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant le mode de fonctionnement de la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment son article 97;

Vu la concertation avec les Pouvoirs organisateurs, menée le 22 septembre 2014

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 22 septembre 2014;

Vu l'avis de l'ARES du 23 septembre 2014;

Vu l'avis n° 56.717/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 octobre 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence, motivée par l'entrée en vigueur le 14 septembre 2014 de l'article 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, qui crée une Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visé à l'article 96 du même décret. Ladite Commission se substitue aux voies de recours existants jusqu'alors. Partant, il est donc impératif que les étudiants disposent, dans les meilleurs délais d'un recours devant cette Commission afin de pouvoir, le cas échéant, valider leur inscription pour l'année académique 2014-2015;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

2° ARES : l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur visée à l'article 20 du décret;

3° Commission : la commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription visée à l'article 97 du décret;

4° Chambre : une des chambres de la Commission prévues à l'article 97, § 2, alinéa 2, du décret;

5° jour ouvrable : chaque jour de la semaine à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux.

Art. 2. La Commission peut comprendre une ou plusieurs Chambres. Toutefois, aucune de ces Chambres ne peut limiter sa compétence à un enseignement supérieur spécifique.

Art. 3. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur, ainsi que son règlement de répartition des affaires. Ce règlement peut fixer les modalités des formalités à remplir par le requérant et par les établissements dans les procédures auprès de la Commission.

Art. 4. Parmi les membres visés à l'article 2, le Gouvernement désigne pour chaque Chambre un Président et un Président suppléant. Le Gouvernement désigne un Président et un Président suppléant de la Commission. Le Président et le Président suppléant de la Commission peuvent être Président ou Président suppléant d'une Chambre.

Art. 5. L'ARES désigne parmi ses membres du personnel un Secrétaire qui assume le secrétariat de la Commission et des Chambres. Le Secrétaire assiste aux séances et délibérations de la Commission ou des Chambres sans voix délibérative.

Art. 6. Les membres sont déchargés par le Président s'ils ont un intérêt personnel et fonctionnel à la contestation ou s'ils sont parents ou alliés du requérant en ligne directe.

Art. 7. La Commission est saisie par voie de requête. Les plaintes sont introduites par pli recommandé à l'attention du Secrétaire de la Commission conformément à l'article 97, § 3, alinéa 3, du décret, la date de dépôt du pli recommandé à la poste faisant foi.

Le délai visé à l'article 97, § 3, alinéa 3, du décret pour introduire la requête devant la Commission prend cours le troisième jour ouvrable qui suit la date du Pli recommandé de notification du rejet du recours interne visé à l'article 96, § 2, du décret.

Art. 8. La requête personnelle mentionne :

1° sous peine d'irrecevabilité, l'identité du requérant, son domicile, ses coordonnées téléphoniques, son adresse électronique, et sa signature;

2° sous peine d'irrecevabilité, l'objet précis du recours et les motifs non académiques invoqués pour contester la décision de l'établissement;

3° la dénomination légale de l'établissement d'enseignement supérieur à l'origine du refus d'inscription;

4° la copie de la notification du refus d'inscription visé à l'article 96, § 1^{er}, du décret;

5° Sous peine d'irrecevabilité, la copie de la notification du rejet du recours interne visé à l'article 96, § 2, du décret;

6° la liste complète de toutes ses inscriptions préalables à des études supérieures, tant en Communauté française qu'en dehors, et des relevés de notes et, le cas échéant, à des concours d'accès aux études, lors de chaque session organisée au cours des cinq années académiques précédentes.

Art. 9. Le requérant peut joindre à sa requête les pièces qu'il estime nécessaires. Il ne peut verser de pièces supplémentaires au dossier postérieurement que si ces dernières lui étaient inconnues au moment de l'introduction de la requête. L'ajout de pièces supplémentaires n'allonge pas les délais de procédure.

Le Secrétaire inscrit chaque recours introduit dans un registre. Y est repris l'inventaire des pièces constituant la requête. Le jour de l'introduction de la requête auprès de la Commission, le secrétaire adresse une copie de la requête, par courrier ordinaire ou par voie électronique, à l'établissement d'enseignement supérieur concerné. L'établissement d'enseignement supérieur concerné envoie immédiatement à la Commission une copie de l'intégralité du dossier de la procédure interne et tout élément qu'il jugerait utile.

Art. 10. Le Secrétaire est chargé, sous l'autorité du Président de la Commission, de vérifier la composition du dossier.

Art. 11. Lorsqu'il y a plusieurs Chambres, le Président de la Commission répartit les affaires conformément au règlement de la Commission. Lorsque les nécessités du service le justifient, il peut répartir une partie des affaires attribuées à une Chambre entre les autres Chambres de la Commission.

Art. 12. Lors de la composition du dossier, le Secrétaire, sous l'autorité du Président, peut demander à l'établissement visé par la requête ou tout autre établissement d'enseignement supérieur, ainsi qu'aux Commissaires et Délégués auprès de ces établissements, à l'ARES ou à l'Administration de la Communauté française, des pièces complémentaires de nature à corroborer ou infirmer les éléments invoqués dans la requête. Ces pièces sont versées au dossier et copie électronique est transmise au requérant et, le cas échéant, à l'établissement d'enseignement supérieur concerné au plus tard 48 heures avant la séance de la Chambre compétente.

Art. 13. La Commission ou chaque Chambre statue sur pièces.

La Commission ou chaque Chambre juge de la recevabilité de la requête, puis délibère et statue immédiatement à huis clos.

La Commission ou chaque Chambre délibère valablement si le Président et trois membres au moins sont présents. Les décisions se prennent par consensus et à défaut à la majorité des voix. En cas de parité des voix, la voix du Président est prépondérante.

Les décisions sont rendues immédiatement à l'issue de la délibération.

Art. 14. Les décisions de la Commission sont motivées.

La Commission ou chaque Chambre juge si des éléments invoqués par le requérant de nature à influencer favorablement la demande d'inscription n'ont pas été pris en compte lors du recours interne prévu à l'article 96, § 2, du décret.

Art. 15. Le traitement de la requête par la Commission ou par chaque Chambre conduit à une décision motivée :

— soit d'irrecevabilité;

— soit de confirmation de la décision de refus d'inscription prise par l'établissement;

— soit d'invalidation du refus d'inscription par l'établissement.

Dans ce dernier cas, la Commission ou chaque Chambre ordonne à l'établissement de poursuivre la procédure d'inscription, sans que l'établissement concerné ne puisse à nouveau invoquer le même motif de refus d'inscription. Le Commissaire ou Délégué auprès de l'établissement est chargé du contrôle de l'exécution de cette décision. Il contrôle soit que le requérant bénéficie d'une inscription soit que l'établissement invoque un autre motif de refus que celui avancé précédemment.

Art. 16. La décision de la Commission est notifiée au requérant et à l'établissement par courrier ordinaire et par voie électronique au plus tard le cinquième jour ouvrable qui suit le jour de la délibération. Une copie est également communiquée par voie électronique au Commissaire ou Délégué auprès de l'établissement. Les décisions rendues par la Commission sont reprises dans un registre. Le requérant et l'établissement concerné peuvent retirer une copie de la décision au secrétariat de la Commission.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur pour l'année académique 2014-2015.

Art. 18. Le Ministre de l'Enseignement supérieur et la Ministre de l'Enseignement de promotion sociale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 octobre 2014.

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
Jean-Claude MARCOURT

Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des Chances,
Isabelle SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29656]

15 OKTOBER 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de werkingwijze van de commissie belast met het ontvangen van klachten van studenten betreffende een weigering om inschrijving

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, inzonderheid op artikel 97;

Gelet op het overleg met de inrichtende machten, gepleegd op 22 september 2014;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen op gemeenschapsniveau van 22 september 2014;

Gelet op het advies van de « ARES » van 23 september 2014;

Gelet op het advies nr. 56.717/2 van de Raad van State, gegeven op 14 oktober 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de inwerkingtreding op 14 september 2014 van artikel 97 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, waarbij een commissie belast met het ontvangen van klachten van studenten betreffende een weigering om inschrijving bedoeld in artikel 96 van hetzelfde decreet, wordt opgericht. De bovenvermelde commissie stelt zich in de plaats van de tot dan toe bestaande rechtsmiddelen. Bijgevolg is het absoluut noodzakelijk dat de studenten zo vlug mogelijk over een beroep bij deze Commissie beschikken om, in voorkomend geval, hun inschrijving voor het academiejaar 2014-2015 te kunnen bekrachtigen;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

2° ARES : de « Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur » bedoeld in artikel 20 van het decreet;

3° Commissie : de commissie belast met het ontvangen van klachten van studenten betreffende een weigering om inschrijving bedoeld in artikel 97 van het decreet;

4° Raad : één van de raden van de Commissie bedoeld in artikel 97, § 2, tweede lid, van het decreet;

5° werkdag : elke dag van de week met uitzondering van zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen.

Art. 2. De Commissie kan één of meer raden bevatten. Nochtans mag geen enkele raad zijn bevoegdheid beperken tot een specifiek hoger onderwijs.

Art. 3. De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast, alsook haar reglement voor de verdeling van aangelegenheden. Dit reglement kan de nadere regels bepalen voor de vormvoorschriften die vervuld moeten worden door de verzoeker en door de instellingen in de procedures bij de Commissie.

Art. 4. Onder de leden bedoeld in artikel 2 stelt de Regering voor elke Raad een voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter aan. De Regering stelt een voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter van de Commissie aan. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter van de Commissie mogen voorzitter of plaatsvervangende voorzitter van een Raad zijn.

Art. 5. De « ARES » stelt onder haar personeelsleden een secretaris aan die het secretariaat van de Commissie en van de Raden waarneemt. De secretaris woont de vergaderingen en beraadslagingen van de Commissie of van de Raden bij, zonder stemgerechtigd te zijn.

Art. 6. De leden worden door de voorzitter ontheven indien ze een persoonlijk en functioneel belang hebben in de betwisting of indien ze bloed- of aanverwanten van de verzoeker in de rechte lijn zijn.

Art. 7. De Commissie wordt bij verzoekschrift aanhangig gemaakt. De klachten worden bij aangetekende brief ingediend, ter attentie van de Secretaris van de Commissie overeenkomstig artikel 97, § 3, derde lid, van het decreet, waarbij de datum van neerlegging van de ter post aangetekende brief als bewijs geldt.

De termijn bedoeld in artikel 97, § 3, derde lid, van het decreet om het verzoekschrift bij de Commissie in te dienen, loopt vanaf de derde werkdag volgend op de datum van de aangetekende brief voor de mededeling van de verwerping van het interne beroep bedoeld in artikel 96, § 2, van het decreet.

Art. 8. Het persoonlijke verzoekschrift vermeldt :

1° op straffe van onontvankelijkheid, de identiteit van de verzoeker, zijn woonplaats, zijn telefoonnummers, zijn elektronische adres, en zijn handtekening;

2° op straffe van onontvankelijkheid, het duidelijke voorwerp van het beroep en de niet-academische aangevoerde redenen om de beslissing van de instelling te betwisten;

3° de wettelijke benaming van de instelling voor hoger onderwijs die aan de basis ligt van de weigering om inschrijving;

4° het afschrift van de bekendmaking van de weigering om inschrijving bedoeld in artikel 96, § 1, van het decreet;

5° op straffe van onontvankelijkheid, het afschrift van de bekendmaking van de verwerping van het interne beroep bedoeld in artikel 96, § 2, van het decreet;

6° de volledige lijst van alle inschrijvingen voorafgaand aan de hogere studies, zowel binnen als buiten de Franse Gemeenschap, en een overzicht van de studiepunten en, in voorkomend geval, van de examens voor de toegang tot studies, bij elke zitting georganiseerd tijdens de vijf vorige academische jaren.

Art. 9. De verzoeker kan stukken die hij nodig acht bij zijn verzoekschrift voegen. Hij kan slechts bijkomende stukken aan het dossier later toevoegen als deze hem onbekend voorkwamen op het ogenblik van de indiening van het verzoekschrift. De toevoeging van bijkomende stukken verlengt niet de termijnen van de procedure.

De Secretaris schrijft elk ingediende beroep in een register in. Wordt opgenomen de inventaris van de stukken waaruit het verzoekschrift bestaat. De dag van de indiening van het verzoekschrift bij de Commissie bezorgt de secretaris een afschrift van het verzoekschrift, bij gewone post of langs elektronische weg, aan de betrokken instelling voor hoger onderwijs. De betrokken instelling voor hoger onderwijs stuurt onmiddellijk aan de Commissie een afschrift van het volledige dossier van de interne procedure en elk element dat ze nuttig zou achten.

Art. 10. De Secretaris wordt belast, onder het gezag van de voorzitter van de Commissie, met het nakijken van de aanlegging van het dossier.

Art. 11. Wanneer er verschillende Raden zijn, verdeelt de Voorzitter van de Commissie de aangelegenheden overeenkomstig het reglement van de Commissie. Om aan de behoeften van de dienst te beantwoorden, kan hij een gedeelte van de aangelegenheden die aan één Raad toevertrouwd worden onder de andere Raden van de Commissie verdelen.

Art. 12. Bij de aanlegging van het dossier kan de Secretaris, onder het gezag van de Voorzitter, aan de instelling bedoeld bij het verzoekschrift of aan elke andere instelling voor hoger onderwijs, alsook aan de Commissarissen en Afgevaardigden bij deze instellingen, aan de « ARES » of aan de Administratie van de Franse Gemeenschap, bijkomende stukken vragen die de aangevoerde elementen in het verzoekschrift kunnen bevestigen of nietig verklaren. Deze stukken worden bij het dossier gevoegd en een elektronisch afschrift wordt aan de verzoeker bezorgd en, in voorkomend geval, aan de betrokken instelling voor hoger onderwijs en dit, ten laatste 48 uur vóór de zitting van de bevoegde raad.

Art. 13. De Commissie of elke Raad beslist over de stukken.

De Commissie of elke Raad spreekt zich uit over de ontvankelijkheid van het verzoekschrift en beslist en beraadslaagt daarna onmiddellijk achter gesloten deuren.

De Commissie of elke Raad beslist en beraadslaagt geldig indien de Voorzitter en ten minste drie leden aanwezig zijn. De beslissingen worden bij consensus genomen en bij gebreke hieraan bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter beslissend.

De beslissingen worden genomen onmiddellijk na de beraadslaging.

Art. 14. De beslissingen van de Commissie worden gemotiveerd.

De Commissie of elke Raad beoordeelt of de door de verzoeker aangevoerde elementen die de aanvraag om inschrijving gunstig kunnen beïnvloeden, niet in aanmerking werden genomen bij het interne beroep bedoeld in artikel 96, § 2, van het decreet.

Art. 15. De behandeling van het verzoekschrift door de Commissie of door elke Raad leidt tot een gemotiveerde beslissing :

- ofwel van onontvankelijkheid;
- ofwel van bevestiging van de beslissing van de weigering om inschrijving genomen door de instelling;
- ofwel van nietigverklaring van de weigering om inschrijving door de instelling.

In dit laatste geval beveelt de Commissie of elke Raad de instelling om verder te gaan met de procedure van inschrijving, zonder dat de betrokken instelling niet opnieuw dezelfde reden van weigering om inschrijving kan inroepen. De Commissaris of Afgevaardigde bij de instelling wordt belast met de controle op de uitvoering van deze beslissing. Hij controleert ofwel dat de verzoeker een inschrijving geniet, ofwel dat de instelling een andere reden tot weigering inroept dan deze die voorafgaandelijk naar voren wordt gebracht.

Art. 16. De beslissing van de Commissie wordt aan de verzoeker en aan de instelling bij gewone post en langs elektronische weg meegedeeld en dit, ten laatste de vijfde werkdag volgend op de dag van de beraadslaging. Een afschrift wordt ook langs elektronische weg meegedeeld aan de Commissaris of de Afgevaardigde bij de instelling. De beslissingen die genomen worden door de Commissie worden in een register opgenomen. De verzoeker en de betrokken instelling kunnen een afschrift van de beslissing bij het secretariaat van de Commissie afhalen.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking voor het academiejaar 2014–2015.

Art. 18. De Minister van Hoger Onderwijs en de Minister van Onderwijs voor sociale promotie, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 oktober 2014.

De Minister-President,
Rudy DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
Jean-Claude MARCOURT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke kansen,
Isabelle SIMONIS